

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VTB

Zone Industrielle
Route de Faulquemont
57740 Longeville-Lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD_VTB_2025-06-04_RAPVI_APEM_01429
Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement VTB implanté Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un départ incendie dans une benne de 30 m³ contenant des combustibles solides de récupération (CSR) en date du 28 décembre 2024 à 00h02. Elle a notamment pour objectif de contrôler la gestion du risque incendie au sein du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- Zone Industrielle Route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VTB est notamment autorisée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 modifié à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets provenant d'installations classées ainsi que de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 14/05/2024, article Article 3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 05/10/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	14 jours
3	Moyen de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/10/2020, article 2 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	14 jours
4	Bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 37.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'exerçait plus de tri, transit, regroupement de déchets de bois créosoté. Cette activité est classée à autorisation sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sous 2 mois sur le maintien ou non de cette activité dans son autorisation.

L'inspection n'a pas pu vérifier si le plan de secours avait bien été établi en accord avec le SDIS. Elle manque aussi d'informations sur le système de désenfumage mis en place. L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 14 jours :

- de la surface suffisante de désenfumage installée sur ses toitures ;
- du système automatique d'activation de ce désenfumage mis en place ;
- de la concertation du SDIS sur son plan d'intervention.

L'inspection n'a pas pu vérifier si le site disposait d'un volume de rétention adapté pour les eaux

d'extinctions et que l'ensemble des eaux d'extinction étaient bien dirigées vers cette cette rétention. Elle demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois du volume de rétention effectivement mis en place sur son site et de la direction des eaux d'extinction vers cette rétention..

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2024, article Article 3			
Thème(s) : Risques accidentels, Rubriques ICPE			
Prescription contrôlée :			
Le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant :			
N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Installation ou activité correspondante	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume total de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation : - Bois : 4000 m³ - Caoutchouc, élastomères, polymères : 149 m³ ; - Total : 4149 m³	E
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,	Tri, transit, regroupement de déchets de bois traités à la créosote Quantité maximale susceptible d'être présente dans	A

	<p>aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>présente dans l'installation : 45 tonnes ou 56 m³</p>	
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Broyage de déchets de bois classés non dangereux, ainsi que de déchets classés non dangereux de carton, plastique, mousse, tissus, chiffons, la quantité totale broyée n'excédant pas 75 t/j.</p>	A
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et</p>	75,5 t/j	A

	<p>valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 		
2661-2-b	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p>	19 t/j	D

	b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j		
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	990 m ³	D

Constats :

Vu l'état des stocks de matières présenté par l'exploitant.

L'inspection a constaté que la situation administrative était cohérente avec les volumes stockés pour l'ensemble des rubriques à l'exception de la rubrique 2718-1.

L'inspection a constaté que pour cette rubrique, l'activité semblait totalement arrêtée. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a déclaré ne plus accepter de déchets de bois créosoté sur son site depuis 2019 en raison de l'absence de marchés pour cette matière.

En application de l'article R.512-74-II du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande de prorogation acceptée par le préfet, l'arrêté d'autorisation est donc supposé ne plus de faire effet pour la rubrique 2718-1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur son activité de tri, transit, regroupement de déchets de bois créosoté classé sous la rubrique 2718-1 de la nomenclature ICPE. Il transmettra sous 2 mois en préfecture de Moselle soit :

- la notification de cessation d'activité pour la rubrique 2718-1, telle que prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- la demande de prorogation motivée et conforme à l'article R.515-109-I du code de l'environnement, pour l'exploitation de l'autorisation relative à la rubrique 2718-1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/10/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, coupes feu plus évacuation de fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 35.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Les bâtiment et locaux sont conçus et/ou aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.</p> <p>Ils sont isolés des bâtiments habités ou occupés par des tiers, par un dispositif coupe-feu de degré 2 heures, constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ; • soit par un espace libre d'au moins 10 mètres ; • soit par un dispositif technique permettant de garantir ce degré coupe-feu. <p>Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement aux véhicules de secours. Des allées de circulation y sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>La partie supérieure des bâtiments comporte à concurrence d'au moins 2 % de la surface des éléments judicieusement répartis permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part de la nature des produits et d'autre part des dimensions desdits bâtiments ; elle n'est jamais inférieure à 1% de la surface totale de la toiture.</p> <p>Les commandes d'ouverture de ces dispositifs doivent être accessibles facilement et être correctement signalées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les bâtiments et locaux du site sont isolés des bâtiments occupés par les tiers par une bande libre de plus de 10 mètres ; • l'accès aux véhicules de secours est le même accès que l'entrée réservée aux camions la voie est large d'environ 9 mètres. En cas de sinistre, l'accès aux bâtiments est dégagé pour laisser place aux véhicules de secours ; • les bâtiments sont équipés de dispositifs de désenfumage dont les commandes d'ouverture manuelles sont accessibles et signalées. Cependant, la surface de désenfumage installée est inconnue de l'inspection. L'exploitant n'a pas non plus précisé le type de commandes présentes sur le site pour l'ouverture des trappes de désenfumage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la surface suffisante de désenfumage installée sur ses toitures. L'exploitant précisera aussi le type de commandes mise en place pour l'ouverture des trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 14 jours

N° 3 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/10/2020, article 2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, organisation contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 37.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>"L'exploitant définit dans un plan d'intervention, en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, les moyens de lutte contre l'incendie nécessaires pour combattre un sinistre et notamment ceux décrits dans l'étude de dangers en vigueur.</p> <p>L'exploitant définit dans une consigne l'organisation de la sécurité incendie et les mesures à prendre en cas de début d'incendie.</p> <p>Sans préjudice des moyens prévus dans l'étude de dangers et des moyens de lutte contre l'incendie préconisés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, l'exploitant doit pourvoir l'installation d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant dispose au moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm de diamètre, d'un débit total en utilisation simultanée de 120 m³/h soit une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars, placés respectivement à moins de 100 m ainsi qu'à moins de 300 m du point le plus éloigné des structures et installés conformément à la norme NFS 62.200 (une attestation de conformité délivrée par l'installateur doit être adressée au Service Départemental d'Incendie et de Secours) ; • Un réseau incendie armé calorifugé muni d'un dispositif de mise hors gel ; <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le plan d'intervention était affiché à l'entrée du bureau et de l'atelier ainsi que dans le bureau de pesée. L'exploitant n'a pas précisé si ce plan a été réalisé en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).</p> <p>L'exploitant a défini dans une consigne l'organisation de la sécurité incendie et les mesures à</p>

<p>prendre en cas de début d'incendie.</p> <p>Le site dispose de 6 robinets d'incendie armés calorifugés et équipés d'un dispositif de mise hors-gel (câbles équipés de résistances) et de 3 poteaux incendie normalisés de 100 mm de diamètre disposés conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la concertation du SDIS sur son plan d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 14 jours</p>

N° 4 : Bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2002, article 37.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour éviter d'éventuels rejets d'eaux chargées après incendie dans le milieu naturel, l'exploitant réalise des capacités de rétention adaptées d'un contenu minimum de 120 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de bassin de rétention à proprement parler. La dalle inclinée du bâtiment "Local A", qui sert aussi de stockage de CSR, fait office de rétention des eaux d'extinction. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la capacité de rétention effectivement disponible. En cas de sinistre, l'inspection ne peut pas se prononcer sur le fait que l'ensemble des eaux du site seraient bien dirigées vers cette dalle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois la note de calcul indiquant la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. Il est aussi demandé à l'exploitant de justifier sous le même délai de la disponibilité en tous temps de cette capacité de rétention et que l'ensemble des eaux du site sont bien dirigées vers cette rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>